

**L'importance
de l'opinion
publique**

Par ailleurs, il nous faut aussi veiller à ce que nos populations comprennent et appuient nos politiques. Lorsque je me suis adressé à vous en décembre dernier, j'ai souligné ma conviction qu'il nous fallait faire davantage à cet égard. Le besoin n'est pas moins évident aujourd'hui. Au sein de nos sociétés démocratiques — et voilà l'une de leurs caractéristiques — nos populations ont le droit d'être informées de nos politiques et des motifs qui les sous-tendent, et, facteur tout aussi important, elles ont la liberté d'exprimer leur opposition à ces politiques. Nous chérissons ces droits et ces libertés. D'ailleurs, c'est là une différence essentielle entre nos sociétés libres et celles, fermées, du système soviétique.

Il nous faut tenir compte de nos propres opinions publiques, elles-mêmes influencées par la communauté internationale. Les dirigeants soviétiques n'ont pas à le faire. Ils peuvent même isoler les citoyens soviétiques de l'effet de l'opprobre international. Ainsi, lors de l'écrasante défaite que leur pays a subie au moment du vote sur l'Afghanistan à l'Assemblée générale des Nations Unies, le gouvernement soviétique s'assura que cette nouvelle ne soit jamais rapportée en Union soviétique. Notre type de société est plus difficile à gouverner, mais à long terme, dès lors qu'elle repose sur une large volonté nationale, forgée de convictions profondes, cette société est à la fois plus forte et plus résistante.

En décembre dernier, nous avons convenu de la nécessité de convaincre nos populations que la double approche décidée par l'alliance en 1979 constituait bien la réponse voulue à la menace que représentait le renforcement des forces nucléaires soviétiques en Europe. Nous avons bien vu qu'il fallait persuader le mouvement pacifiste que la véritable campagne pour le désarmement nucléaire ne doit pas se faire dans la rue mais à la table de négociation. Même si nous avons connu certains succès — et, à cet égard, je félicite le secrétariat international et les délégations nationales pour le travail que représente le document de comparaison des forces de l'OTAN et du Pacte de Varsovie — nos efforts ne font que commencer. Nous devons entre autres rappeler constamment à nos populations que le contrôle des armements est une composante essentielle de la politique de sécurité de l'alliance. Sinon, une minorité relativement petite à l'heure actuelle continuera de rallier des adhérents à l'argument du "Ça suffit" et à des solutions simplistes comme le gel des arsenaux nucléaires et l'engagement à ne pas recourir à l'arme nucléaire en premier.

Il est attrayant mais trompeur de prétendre qu'il y a déjà suffisamment d'armes nucléaires et conventionnelles pour détruire plusieurs fois notre civilisation et, par conséquent, que tous les systèmes devraient être gelés à leurs niveaux actuels. Il est facile de faire passer ce message auprès de personnes mal informées, tout comme d'ailleurs l'affirmation apparemment raisonnable d'un engagement réciproque à ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier. Puisque notre message est plus complexe, nous devons user de plus d'habileté pour le transmettre.